

Huguette Dagenais : *Pluralité et convergences. La recherche féministe dans la francophonie*

Françoise Collin

Volume 13, numéro 2, 2000

Communications

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/058103ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/058103ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Collin, F. (2000). Compte rendu de [Huguette Dagenais : *Pluralité et convergences. La recherche féministe dans la francophonie*]. *Recherches féministes*, 13(2), 145–149. <https://doi.org/10.7202/058103ar>

Comptes rendus

—● **Huguette Dagenais (dir.)**

Pluralité et convergences

La recherche féministe dans la francophonie.

Montréal, Les Éditions du remue-ménage, 2000, 532 p.

Pionnière du féminisme et de la recherche féministe universitaire au Québec, Huguette Dagenais a voulu, pour notre plaisir et notre bénéfice, marquer de manière publique et internationale son passage à la Chaire d'étude sur la condition des femmes à l'Université Laval en organisant, en septembre 1996, un important colloque sur La recherche féministe dans la francophonie, dont les actes ont paru en 2000. Elle manifestait ainsi son souci de promouvoir la recherche francophone devant le développement, voire la domination, de la recherche anglophone certes incontournable mais qui ne peut s'y substituer. Souci de reconnaissance d'une part, souci de dialogue d'autre part, mais aussi souci également, comme elle le précise dans son introduction, de garder à la langue française son pouvoir théorique, de ne pas la laisser à l'écart des nouveaux infléchissements conceptuels. Car on pense dans une langue et la langue pense.

Le présent recueil ne pouvait regrouper qu'une partie seulement des trop nombreuses communications du colloque, parmi lesquelles Huguette Dagenais a bien dû, avec l'aide de collaboratrices, opérer un choix. Ce dernier s'est fait en faveur de recherches du type sociologique portant sur la société contemporaine. On ne trouvera donc pas ici l'écho des recherches féministes historiques, philosophiques, psychanalytiques, ou touchant à l'ordre du langage et du symbolique, qui ont exercé une influence importante sur la recherche américaine à laquelle elles font souvent référence. Toutefois, dans le cadre choisi, le recueil gagne en cohérence ce qu'il perd en complexité. Cette cohérence ne sombre cependant pas dans l'homogénéité, et la pluralité des perspectives garde à l'ensemble sa qualité problématique.

Le privé est (plus que jamais) politique

Délaissant les analyses classiques du travail ou du politique, la première section du volume, fort importante (215 pages sur 532), privilégie un des enjeux contemporains les plus brûlants : celui de la « reproduction ». Ce privilège est d'autant plus justifié qu'il reprend et fait rebondir en d'autres termes la revendication qui avait focalisé les premières luttes des années 70, soit celle de la maîtrise de la maternité. Plusieurs articles (Laurence Tain, Françoise Laborie) font le point sur la question et apportent de l'information éclairante sur les modalités les plus récentes des nouvelles techniques de procréation médicalement assistées sur lesquelles les féministes sont en débat. L'ordre de la génération connaît aujourd'hui un bouleversement qui en brouille les données séculaires et dont on ne sait trop s'il annonce une dissolution du patriarcat ou sa reconstitution défensive par la médiation du pouvoir scientifique. Ces nouveaux enjeux n'éteignent toutefois pas la question persistante de l'articulation de la maternité et plus généralement de la parenté

avec la sphère du travail professionnel, posée par Romaine Malenfant, Rolande Pinard et Marie Moisan. Maria De Koninck, quant à elle, analyse le concept de santé de la reproduction tel qu'il a été défini par la Conférence du Caire, tout en soulignant les risques opposés consistant soit à utiliser « le prisme de la reproduction pour analyser la condition des femmes », soit à nier « la reproduction comme dimension essentielle de la vie sociale » (p. 127).

La deuxième section, moins étendue, est consacrée à la sexualité. Ici encore l'attention accordée aux enjeux actuels retient le phénomène du sida, en Occident (Nicole Dedobbeleer et Pauline Morissette) mais aussi en Afrique (Salimata Niang Dialo), sans négliger pour autant les violences sexuelles et la prostitution (Louise Langevin). Cet examen indispensable des avatars de la vie sexuelle des femmes comporte, cependant, le danger de n'aborder celle-ci que par ses manipulations et ses dérives, comme si elle n'était pas aussi et en premier lieu une expérience constitutive et positive de leur subjectivité, comme si elles n'y étaient jamais que des victimes. C'est d'ailleurs ce que l'article de Lilian Mathieu a l'avantage de rappeler et d'interroger par l'entremise indirecte de l'analyse de la prostitution masculine, qui lui permet de récuser l'identification schématique d'un certain féminisme historique entre mariage — ou plus généralement rapport hétérosexuel — et prostitution, et de reformuler les termes de l'articulation entre sexualité et domination.

La troisième section de la première partie aborde une question également très actuelle : celle des « relations interculturelles » rarement prise en charge par la pensée féministe française, alors qu'elles constituent une dimension majeure de la pensée féministe américaine. Elle n'est pas traitée ici dans le registre revendicatif de la critique du féminisme « occidentalocentrique » mais dans le cadre pacifiant d'une « éthique féministe » du dialogue interculturel, dégagée par Joëlle Vitiello à partir de la lecture de trois écrivaines contemporaines. Elle fait aussi l'objet d'une étude d'immigrantes au Québec, élaborée par Michèle Vatz Laaroussi à partir d'un échantillon de 27 femmes issues de dix-huit pays d'origine différents et d'âges très diversifiés. La prégnance des appartenances d'origine dans le processus d'identification, et les difficultés qui en résultent, est ainsi éclairée avec subtilité.

Marie-Lise Semblat analyse et met en valeur dans cette section le caractère prospectif et innovateur d'actions de femmes qui cherchent et trouvent sur le terrain une voie inventive médiane entre la dissolution dans la mondialisation économique et le repli identitaire, par un travail actif de « déterritorialisation/reterritorialisation » (thématique inspirée de Deleuze et Guattari) créateur d'un nouvel espace-temps social.

La recherche féministe : état des lieux

La deuxième partie, plus courte (125 pages), propose de fournir un état des lieux de la recherche féministe dans différents pays francophones. Parmi ceux-ci sont sélectionnés la France, dont Dominique Fougeyrollas-Schwebel réussit à donner un panorama général qui ne succombe ni à la suffisance ni au défaitisme, le Maroc, trop mal connu malgré la renommée de Fatima Mernissi et qu'éclaire Nadira Barkallil, le Sénégal et l'Afrique en général, mais surtout le Québec et les minorités francophones du Canada (Linda Cardinal et Isabelle McKee-Allain).

Si les recherches féministes et leur organisation comportent certaines différences entre la France et le Québec, il est évident que celles-ci sont plus profondes quand il s'agit des pays non occidentaux, où les relations entre hommes et femmes se sont nouées dans des contextes culturels et sociaux particuliers, et où il convient de décanter le féminisme de ses relents ethnocentristes postcoloniaux pour le penser en termes propres, sans négliger l'apport extérieur : Fatou Sow, de Dakar, analyse la complexité de cette position pour le Sénégal et pour l'Afrique.

La section consacrée au « partenariat », c'est-à-dire aux rapports entre le féminisme et les structures institutionnelles mises en place par le pouvoir pour gérer la question des femmes, et qui sont qualifiées ici de « féminisme d'État », est traitée dans le seul contexte du Québec. Le féminisme d'État y est plus ancien (le Conseil du statut de la femme date de 1973), plus complexe, plus efficace, et plus féministe semble-t-il, ainsi qu'en attestent Marie Malavoy et Diane Lemieux, que celui que l'on trouve en France où ses responsables se sont rarement manifestées d'abord comme féministes. Une analyse comparative aurait d'ailleurs été utile et aurait souligné les avantages et les risques de l'articulation entre État et féminisme. Peut-on, et dans quelle mesure, parler au sens propre de « partenariat », supposant la force égale des parties en présence ?

« Pouvons-nous encore rêver de changer le monde ? », interroge en conclusion Francine Descarries. Bonne question. Car si le monde a déjà beaucoup changé, entre l'insurrection de 1970 et l'institution — politique et universitaire — de 2000 dont il est ici fait état, l'enjeu est constamment menacé. L'auteure souligne les tensions, les divergences et les clivages qui marquent ou altèrent les rapports entre les différents féminismes — de terrain, universitaire et d'État — au Québec et plaide pour leur dépassement par la multiplication de liens, d'interfaces, de passerelles qui font trop souvent défaut.

À travers les différents articles perce une sorte de défense et illustration de ce féminisme d'État dont le progrès des femmes ne peut faire l'économie et dont on trouverait peut-être un parallèle dans la récente focalisation du féminisme français sur la « parité » politique, même si la place et le sens de l'État ont un sens fondamentalement différent dans les contextes français et québécois. Serait-ce la nouvelle version — la version correcte — de l'« imagination au pouvoir » ?

Le volume se referme sur des textes de témoignages, qui expriment les perplexités de féministes de deux ou trois générations devant le monde d'aujourd'hui. Chantal Théry résume comme suit le meilleur de sa conviction, et de la nôtre, demeurée intacte malgré la fatigue ou l'usure : « Être post-moderne, c'est non pas être une adepte de la défaite de la pensée mais du défi de la pensée et estimer que l'amorce des meilleurs changements se trouve dans les situations de crise » (p. 520).

S'interrogeant sur la « relève », Carmen Gill souligne très justement que, malgré une continuité certaine, due notamment au fait que les générations s'enchevêtrent plutôt que de se succéder par un effet de coupure, « le féminisme [...] ne se définit pas de façon intemporelle » (p. 511) et elle précise qu'il est dès lors dangereux et injuste d'évaluer les nouvelles féministes selon les seuls critères du féminisme historique. Mentionnant en particulier que « leurs expériences de vie influencent de diverses manières leur rapport à l'amour, à la conjugalité, à la famille, à la sexualité et au travail » (p. 511). Elle fait remarquer que la transmission d'un corpus d'études féministes risque d'être en porte-à-faux par rap-

port aux conditions effectives vécues aujourd'hui par les jeunes femmes et les jeunes filles. Elle se réclame dès lors d'une démarche féministe inclusive s'organisant « sur une base différente du modèle binaire qui oppose les femmes et les hommes » (p. 515) et qui s'articule autour d'autres types de recherches comme autour de pratiques de terrain, dans un dialogue restauré avec l'ensemble de ceux et celles qui pensent. C'est à ce prix que seront sauvegardés et fortifiés les acquis, y compris universitaires et institutionnels, indispensables au féminisme. Il serait paradoxal que les études féministes qui ont eu tant de peine à s'assurer un minimum d'institutionnalisation et de reconnaissance, et dont il faut constamment défendre la légitimité, véhiculent un état dépassé de la conscience et de l'expérience, rendant ainsi le féminisme ou du moins la recherche féministe conservatoire plutôt qu'exploratoire. Carmen Gill souligne également que l'effort consenti à l'élaboration d'une épistémologie féministe et à son accès aux structures universitaires, semble laisser souvent ininterrogée l'ambivalence de cet accès : « l'intégration ne signifie pas simplement occuper une place quelque part, cela sous-tend aussi une remise en question de la façon d'être dans ces lieux que nous occupons et la transformation de ces lieux parce que nous y sommes » (p. 515).

Le dernier témoignage, venant de Micheline Dumont, fait un point équilibré des acquis et des limites de la recherche féministe tout en mettant l'accent sur leur échec fondamental : quelle que soit l'avancée de la problématique féministe, celle-ci n'a pas été assumée par l'espace général du savoir qui en filtre l'apport sans même en reconnaître la source. C'est là l'obstacle auquel elle continue de se heurter, celui qui nécessite une réflexion approfondie à la fois structurelle et stratégique. En outre, « le féminisme n'est plus une position confortable pour les jeunes », ajoute-t-elle (p. 528). Mais l'a-t-il été pour les féministes des années 70 au Québec ? En France et en Belgique, certainement pas. Le frayage du nouveau ne va jamais sans risques. L'inconfort se complique sans doute quand il faut conjoindre dans un même engagement la force critique et l'assurance d'une carrière.

Du bilan à l'élan

Ce volume présente donc, dans ses limites inévitables, un état des lieux réconfortant de la recherche féministe francophone en matière d'analyse de faits sociaux. Et il est intéressant aussi par les questions qu'il ouvre et dont j'ai tenté de tirer ici quelques fils. Le traitement sociologique de la situation fait émerger la question politique — la question de l'agir —, y compris en matière de recherches. « Qu'en est-il de la situation donnée ? » ne peut à vrai dire recouvrir la question proprement féministe : « Que voulons-nous qu'elle soit et comment y parvenir ? ». Tout bilan engage en effet un élan. Le passage de la position critique à la position prospective et constitutive du monde commun est sans doute l'enjeu du tournant actuel des recherches féministes pour la nouvelle génération, si elles ne veulent pas se cristalliser en un noyau corporatiste.

L'élaboration d'un monde relationnel des femmes qui a été l'objectif indispensable du premier féminisme et l'a doté d'un important potentiel réflexif et critique appelle aujourd'hui son dépassement, mais un dépassement qui comporte sa reprise et non son aban-

don. Riche de ses acquis, le féminisme doit se poser la question de ses nouvelles stratégies — au sens non pas instrumental mais constitutif du terme — à l'aube du XXI^e siècle.

« Que seront les filles de l'an 2000 ? » interrogeait, en 1985, un autre colloque québécois auquel j'avais participé en traitant de la question de la transmission, sous le titre, emprunté à Hannah Arendt, d'« un héritage sans testament ». Car la transmission d'un héritage symbolique ne s'opère pas sans l'initiative de celles qui le reçoivent. Elle ne va pas sans déplacements, voire sans temps de latence et sans ruptures : la continuité est contrainte à partir de ses discontinuités. Les voici venues ces filles de l'an 2000.

FRANÇOISE COLLIN
Les Cahiers du Griffon
 Paris

—● Anne-Marie Gingras

Médias et démocratie. Le grand malentendu.

Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1999, 237 p.

Devant la publication de certains discours sur le féminisme, qui ne s'est posé la question du rôle des médias dans les sociétés démocratiques ? À cette question difficile du rôle politique des médias, c'est-à-dire de leur rôle dans l'évolution des rapports de pouvoir au sein de la société, Anne-Marie Gingras s'attaque courageusement et répond clairement. Cette réponse ne sera pas sans avoir un sens particulier pour les lectrices et les lecteurs de *Recherches féministes* qui connaissent les aléas de la relation entre les médias et le mouvement des femmes; une telle relation peut être vue en effet comme une suite de désillusions résultant d'un « grand malentendu », selon l'expression qui sert de métaphore à l'auteure pour qualifier les rapports entre les médias et la démocratie.

Alors que le débat sur la concentration de la propriété de la presse est dramatique et pertinemment à l'ordre du jour, l'auteure décrit les liens de dépendance entre les médias et les pouvoirs politiques et économiques au Québec. Elle montre qu'il faut penser les mécanismes de domination comme étant à la fois de nature économique, bien sûr, mais aussi d'ordre idéologique et d'ordre symbolique. Il lui importe surtout que ne soit pas niée l'autonomie des acteurs et des actrices concernées, ni agréé un modèle des médias qui s'appuierait sur un auditoire apathique et manipulé.

Dans le premier chapitre, Gingras pose les jalons théoriques des deux modèles qu'elle situe aux extrémités d'un continuum décrivant le rôle politique des médias. Le modèle de la sphère publique correspond à l'idéal démocratique de l'agora et suppose que les citoyens et les citoyennes puissent se faire une opinion éclairée et ainsi procéder à des choix politiques avisés. À l'autre extrémité, le modèle de l'appareil idéologique renvoie à l'usage que font les élites politiques et économiques des médias comme instruments pro-